

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations économiques entre la France et l'Inde, à Bombay le 15 février 2013.

I beg our pardon but I will speak in french !

Mesdames et Messieurs,

Je veux d'abord vous remercier très franchement de m'avoir invité à cette conférence exceptionnelle qui réunit chefs d'entreprise indiens et des chefs d'entreprise français avec la même idée : comment développer encore davantage vos échanges, comment donner un sens nouveau au partenariat qui unit nos deux pays ?

J'ai voulu, dans cette visite d'Etat, me rendre ici à Bombay pour plusieurs raisons. La première, c'est que je sais le rôle que joua cette grande ville pour l'indépendance de l'Inde. C'est ici en effet qu'en 1942, Gandhi a lancé la campagne de désobéissance civile. Mais nous ne sommes plus là. La seconde raison est que cette ville est considérée dans le monde entier, je dirais bien dans le monde entier comme la terre de tous les possibles, comme un lieu de dynamisme économique, comme une terre d'ascension sociale et comme, également, une ville de grande création culturelle.

Pour le dynamisme économique, il suffit de faire le trajet de l'aéroport de Bombay jusqu'ici pour comprendre la rapidité avec laquelle vous vous développez. Pour ce qui est de l'ascension sociale, il suffit de voir les immeubles qui se dressent et l'habitat insalubre qui se réduit, même s'il y a encore beaucoup à faire.

Et pour ce qui est de la création culturelle, je n'oublie pas que je suis ici dans le berceau du cinéma indien qui produit le plus grand nombre de films au monde et qui sera consacré et célébré, à Cannes, pour le Festival qui est le plus grand du monde. Quand la France et l'Inde se retrouvent au cinéma, c'est de la réalité parce que c'est de l'économie et c'est aussi de la création : création d'œuvres mais également création d'emplois.

En plus, j'ai appris en rencontrant le Gouverneur général de l'Etat du Maharashtra que vous êtes, aussi, un lieu de production de vin et qu'il va bientôt y avoir un festival du vin ici. Nous sommes donc faits, à bien des égards, pour nous rencontrer.

Mais je suis ici aussi parce que c'est là, dans cette ville, dans cet Etat, que de grandes familles ont créé de grandes sociétés à l'échelle du monde. Je pense à la famille Tata ou à la famille Ambani. Je veux ici leur rendre un hommage tout particulier car ce sont des familles qui aujourd'hui créent de l'activité partout dans le monde et notamment en Europe.

Bombay, c'est le cœur économique de l'Inde, je le sens battre à une vitesse rapide et c'est un centre industriel, commercial et financier et c'est le premier port de votre grand pays. C'était donc et je vous en remercie Madame le lieu privilégié pour évoquer l'avenir de la relation économique entre la France et l'Inde.

Nous devons être plus que jamais des partenaires, des partenaires pour la croissance. Mon gouvernement prend toutes ses responsabilités pour hisser, au niveau le plus élevé, la croissance, dans une Europe qui est pour beaucoup de pays en récession. Vous, ici en Inde, vous avez l'objectif d'avoir une croissance qui puisse atteindre près de 10%, parce que vous avez des besoins considérables à satisfaire.

Alors, nos intérêts sont liés. Nous, en Europe, nous devons créer de la stabilité, de la confiance mais également de la croissance. Vous, ici en Inde, vous devez, comme un grand pays émergent

mais également de la croissance. Vous, ici en Inde, vous devez comme un grand pays émergent, prendre toute votre part dans la croissance du monde.

Je veux donc répondre aux interrogations qui parfois sont soulevées, ici en Inde, par rapport à l'avenir de la zone euro. Depuis plusieurs mois, nous avons mis bon ordre dans la zone euro. Nous avons introduit des mécanismes de stabilité. Nous avons voulu que cette zone reste ce qu'elle était, avec tous les pays qui la composaient. Nous avons créé une Union bancaire pour éviter le retour d'un certain nombre de défaillances d'établissements financiers. Nous avons voulu, aussi, qu'il y ait une solidarité entre pays européens.

Je vous l'annonce : la crise de la zone euro est terminée. La confiance est revenue. Les investisseurs sont là et la monnaie européenne, leuro, est maintenant appréciée, parfois trop pour nos échanges, mais nous en tirons une légitime fierté.

Nous avons donc fait le pari du sérieux budgétaire il en faut pour remettre de l'ordre dans nos finances publiques et en France il y avait largement de quoi faire, et en même temps essayer de tirer la croissance. C'est maintenant notre devoir.

Mais pour cela nous avons besoin du concours de tous et notamment des grandes économies émergentes, comme l'Inde. Vous-même quand l'Europe ralentit, vous freinez et ne pouvez plus retrouver les taux de croissance qui sont pourtant indispensables pour satisfaire les besoins considérables de la population.

Je veux ici saluer les entrepreneurs indiens qui ont été le moteur d'une réussite économique exceptionnelle qui fait que votre pays figurera bientôt dans le peloton de tête de l'économie mondiale.

Mais le défi devant vous est grand, immense même, à la taille de votre pays : un milliard 300 millions d'habitants - 17% de l'humanité -, une population très jeune, des équipements considérables que vous avez de nouveau à faire émerger et puis ces besoins qui s'affirment et se font de plus en plus pressants, l'urbanisation à laquelle vous devez faire face. Nous sommes prêts, nous ici, avec les entrepreneurs français qui nous ont accompagné dans ce déplacement et avec beaucoup d'autres.

Je suis conscient que ce ne sont pas seulement les grandes entreprises françaises qui doivent venir en Inde et vous l'avez très bien dit. Ce sont aussi les PME, c'est-à-dire des entreprises de taille moyenne qui doivent faire le choix, si elles sont bien accompagnées par les grandes, de venir en Inde pour partager leur technologie. Nous sommes donc, nous, tous convaincus que l'Inde a un grand avenir et nous voulons y prendre notre part.

Hier, j'ai eu avec le Premier ministre Monsieur SINGH une très bonne relation personnelle et politique, ainsi qu'avec le président de la République. Nous avons élargi notre partenariat stratégique.

Au-delà de la défense, secteur très important qui nous unit, au-delà du nucléaire civil pour lequel nous avons une nouvelle fois fait confiance en l'Inde et nous souhaitons que nous fassions également confiance, nous voulons élargir notre partenariat à tout le développement économique, mais également au développement de nos relations culturelles, scientifiques.

Cela correspond à une demande que vous nous adressez, de faciliter les échanges entre jeunes étudiants et scientifiques, car nous sommes prêts, nous en France, à les accueillir. Nous faciliterons toutes les démarches administratives pour augmenter le nombre d'étudiants et de chercheurs qui veulent participer à notre relation.

Je suis accompagné, je l'ai dit, par de nombreux chefs d'entreprises. Le ministre des Affaires étrangères Laurent FABIUS a décidé de nommer Paul HERMELIN, président de Cap Gemini, pour être son représentant spécial pour les relations économiques avec l'Inde. Il a donc une très grande responsabilité. Il s'exprime devant vous en anglais, il aurait pu le faire en hindi ou en l'une des langues officielles, tant il est prêt à s'investir largement dans la mission qui lui est confiée.

Mais il n'est pas seul à vouloir tirer les relations économiques entre l'Inde et la France. Il y a 750 entreprises qui sont installées en Inde. Certaines sont ici à Bombay depuis 150 ans et notamment la Banque Nationale de Paris, la BNP.

Nous nous enorgueillons d'être l'un des investisseurs les plus importants en Inde. Le stock de nos actifs, ici en Inde, s'élève à plus de 17 milliards de dollars. Nous voulons augmenter d'un

milliard par an ce flux d'investissements. Nous y sommes prêts.

Nos entreprises veulent également prendre plus toute leur part dans la recherche scientifique, l'innovation, l'émergence de nouvelles technologies. Elles portent des projets innovants sur le plan environnemental comme sur le plan social. J'ai eu la chance de pouvoir visiter aujourd'hui le centre de recherche de l'entreprise Lafarge à Bombay. Il est un modèle pour tout ce qui peut être innovation dans les matériaux de construction pour l'Inde mais aussi pour l'ensemble du monde. Nous devons faire en sorte que plus d'entreprises françaises accèdent au marché indien et plus d'entreprises indiennes au marché français. Parlons-nous franchement, il y a toujours des obstacles à l'ouverture des marchés, il y a toujours des entreprises qui préfèrent être entre elles plutôt que de souvrir à la concurrence. Cela existe partout, en France et en Inde. Si nous voulons avoir tous les effets d'un grand marché en Inde et en Europe nous devons ouvrir. C'est d'ailleurs le sens de la négociation qui va avoir lieu entre l'Inde et l'Union européenne. Il va falloir que l'Inde aussi fasse ses efforts, mais je ne suis pas là pour interférer dans des décisions politiques elles sont néanmoins nécessaires. Je l'ai dit au Premier ministre qui partage cette conception.

Nous devons amplifier nos échanges commerciaux. Je ne vais pas donner de chiffres. Il avait été annoncé 12 milliards d'euros pour les échanges commerciaux entre l'Inde et la France. Nous n'en sommes à peine qu'à 8. Alors, essayons, plutôt que de donner des chiffres, de nous donner des ambitions et de poser des actes.

Je suis également convaincu que nous avons à gagner ensemble, qu'il y ait plus d'entreprises indiennes qui viennent investir en France. Je ne veux pas ici faire la promotion de la France mais quand même ! Si je ne suis pas là pour faire des contrats, je suis au moins présent devant vous pour vous dire que nous sommes l'un des pays au monde qui accueille le plus d'investissements étrangers. Cela tient à notre attractivité, à la qualité de notre main d'œuvre, au haut niveau de notre recherche, de l'innovation, de nos infrastructures. Cela tient aussi à une bonne formation de nos salariés. Je vous invite autant qu'il vous sera possible à venir en France.

Nous avons aussi à faire des efforts en France pour être plus compétitifs, pour être davantage capables encore de faire jouer la concurrence à l'échelle du monde, d'améliorer nos formations, nos savoir-faire. Mais nous sommes une grande nation, prête à permettre à des entreprises indiennes qui veulent pénétrer sur le marché européen, de pouvoir le faire.

Ce matin, j'ai rencontré un certain nombre de chefs d'entreprises qui me disent : « on a peut-être une fenêtre en France pour arriver sur le marché européen ». Je leur ai répondu : « mais vous n'avez pas une fenêtre, vous avez toute la porte qui vous est ouverte ! ». Parce que venir en France, c'est le premier pays que l'on trouve en Europe si on vient de l'ouest ou presque. Mais aussi venir en France, c'est accéder à des marchés, pas simplement européens, mais africains. Je pense que nos entreprises françaises et indiennes peuvent coopérer pour permettre que nos expériences, que nos modes de développement, que nos principes d'entreprise, tout ce que nous pouvons faire ensemble, soit au service de nombreux pays en développement et de pays africains qui nous le demandent.

Pour ce qui concerne les secteurs, où ici en Inde nos entreprises françaises sont prêtes à vous accompagner, je citerai d'abord le développement urbain. À venir ici à Bombay, je le disais, on est saisi par l'urbanisation, par ce développement considérable de l'habitat. Sur tous les sujets de ce que l'on appelle « la ville durable », nos entreprises disposent d'une offre intégrée pour l'eau, pour l'efficacité énergétique, pour les transports collectifs. Je pense que nous pouvons répondre à beaucoup de vos besoins. Nous avons aussi notre propre expérience. Celle de nos échecs que nous avons pu connaître en France et celle de nos réussites. Nous voulons vous les transmettre. Nous avons également, je le disais, en matière de transport, un niveau excellent en France. Je me félicite des nombreux accords qui ont été signés entre la SNCF et Indian Airways. C'est un enjeu majeur, compte tenu de la taille de votre pays : 63 000 kilomètres de réseaux ferroviaires, 4^{ème} au monde, 13 millions de passagers, 1 million et demi de tonne de fret ! Nous pouvons là avoir un défi à relever ensemble.

Le secteur de l'eau également c'est un domaine où vous avez un grand besoin peut nous permettre, là encore, de fournir des compétences. Afin que chaque Indien puisse accéder à l'eau

24 heures sur 24. Nous avons mis des années à y parvenir en France. Ne croyez pas que les développements se sont faits partout dans le monde avec facilité. Nous avons mis en place des structures, des modes de développement, des grandes entreprises. Nous pouvons vous faire gagner du temps par rapport à ce défi.

Nous avons également le domaine spatial. La France va bientôt lancer un deuxième satellite franco-indien, dédié à la recherche océanographique et climatique. La France et l'Inde doivent être exemplaires en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Je terminerai sur la question énergétique puisque nous avons ce devoir d'éviter les émissions de gaz à effet de serre, de lutter contre le réchauffement. C'est une part de l'enjeu du nucléaire civil, qui doit donner des garanties en termes de sûreté, de retraitement des déchets. Là encore, la technologie française est à votre disposition comme nous l'avons toujours montré dans notre histoire commune Inde et France pour que dans cet état-là, nous puissions être partie prenante de vos choix.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire. Nous avons une grande ambition commune. Nous croyons à des principes : le principe du progrès, de la science, des valeurs de démocratie et de liberté. Nous pensons que la technologie peut libérer l'homme. Nous croyons que la croissance peut être au service d'une société plus équitable et d'un monde plus durable. Voilà pourquoi notre partenariat ne se réduit pas à des échanges économiques ou à des contrats. Notre partenariat se situe à un niveau encore plus élevé. C'est la responsabilité finalement qui nous est donnée, aux uns et aux autres, aux chefs d'Etat et de gouvernement, de créer le meilleur environnement, le meilleur cadre politique pour travailler, d'avoir la plus grande confiance dans nos économies respectives. C'est ce que nous avons fait avec le Premier ministre et le Président. Mais c'est à vous, chefs d'entreprise, et seulement à vous de définir ce qu'il y a de mieux pour vos économies. Et nous, nous vous faisons confiance. Si nous avons ce même niveau d'exigence et de confiance, je suis sûr que nous réussirons. Je vous remercie d'être prêts à relever le défi avec nous.

Merci.